

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYND INTER-ARROND VALORIS ELIMIN DECHETS

Rue du Droit
59282 Douchy-Les-Mines

Références : V2/2025.366
Code AIOT : 0007004140

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement SYND INTER-ARROND VALORIS ELIMIN DECHETS implanté 29 rue Georges Mortuaire 59192 Beuvrages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été diligentée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYND INTER-ARROND VALORIS ELIMIN DECHETS
- 29 rue Georges Mortuaire 59192 Beuvrages
- Code AIOT : 0007004140

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la déchetterie est encadrée par l'arrêté préfectoral du 20 février 1995, modifié le 28 mars 2019.

Elle est classée au régime de l'autorisation pour la rubrique 2710-1-a et à enregistrement pour la rubrique 2710-2-a.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Nature des déchets admissibles	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Réceptions des déchets	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 5.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Local de stockage	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 5.4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Accidents - Incidents	Arrêté Préfectoral du 20/02/1995, article 23	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Stockages des huiles	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 5.5	Sans objet
6	Amiante	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 5.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra procéder des actions correctives notamment à l'envoi d'un rapport d'incident suite à l'incendie survenu le 20 septembre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 1
--

Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant

Prescription contrôlée :

Le troisième alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 février 1995 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site de la déchetterie de Beuvrages sont les suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
2710-1-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 7 t	La quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site est de 12,2 t	Autorisation
2710-2-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 300 m ³	La quantité maximale de déchets non dangereux présents sur le site est de 424 m ³	Enregistrement

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que sa situation administrative reste inchangée.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé l'état des stocks le jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8,5 tonnes de déchets dangereux < 12,2t - 588m3 de déchets non dangereux >424m3 <p>L'exploitant devra justifier du dépassement de la quantité de DND stockée et revenir à une quantité stockée dans la limite de l'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra rester conforme aux quantités autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Nature des déchets admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 2	
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets admissibles	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 février 1995 est remplacé par les dispositions suivantes : Les déchets admissibles sur le site relèvent exclusivement de la liste ci-après issue de la nomenclature des déchets :</p>	
Code déchet	Désignation
Déchets dangereux	
13 02 xx*	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées
15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
16 01 07*	Filtres à huile

17 06 01*	Matériaux d'isolation contenant de l'amiante
17 06 05*	Matériaux de construction contenant de l'amiante
20 01 14*	Acides
20 01 15*	Déchets basiques
20 01 19*	Pesticides
20 01 21*	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure
20 01 27*	Peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses
20 01 29*	Détergents contenant des substances dangereuses
20 01 33*	Piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles
20 01 35*	Equipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23
Déchets non dangereux	
16 01 03	Pneus hors d'usage
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la

	céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06
20 01 01	Papier et carton
20 01 02	Verre

20 01 10	Vêtements
20 01 25	Huiles et matières grasses alimentaires
20 01 28	Peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27
20 01 34	Piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 20 01 33
20 01 36	Equipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35
20 01 38	Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37
20 01 39	Matières plastiques
20 01 40	Métaux
20 01 99	Autres fractions non spécifiées ailleurs
20 02 01	Déchets biodégradables

20 03 02	Déchets de marchés
20 03 03	Déchets de nettoyage des rues
20 03 07	Déchets encombrants

Constats :

L'inspection des installations classées a vérifié, par sondage, le registre d'admission des déchets. Les codes vérifiés correspondent à ceux autorisés.

L'exploitant a indiqué accepter les cartouches de protoxyde d'azote. Le code déchet du protoxyde d'azote est 16 05 04*.

Ce code n'étant pas dans la liste du présent article, l'exploitant devra, s'il souhaite continuer à accepter ce type de déchet, réaliser un dossier de porter à connaissance tel que prévu à l'article 25 de son arrêté préfectoral qui stipule :

« Par application de l'article 20 du décret n° 77-1133 visé ci-dessus, toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet du Nord, avec tous les éléments d'appréciation, notamment en cas de volonté d'augmenter les capacités de stockage, la nature ou la provenance des déchets. »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra arrêter d'accepter les déchets codifiés 16 05 04*.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réceptions des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Réceptions des déchets

Prescription contrôlée :

A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.

Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.

Constats :

La collecte des déchets apportés par le particulier se fait sur un côté du hangar. Les ouvertures donnent accès directement aux bennes en contre-bas. C'est uniquement le personnel qui a accès à l'intérieur du hangar.

Pour les déchets dangereux stockés à l'extérieur du hangar, le particulier doit les déposer sur un bac situé sur rétention. Après la fermeture au particulier, le personnel se charge de rentrer le bac dans le local à déchets dangereux qui est fermé à clé en permanence et ouvert juste pour l'apport ou l'évacuation des déchets.

Un document a été édité par l'exploitant à destination des employés afin d'être vigilant quant à la compatibilité des déchets entreposés. Ce document se situe dans la zone de repos du personnel. Il mériterait d'être affiché au niveau du local de stockage des déchets dangereux.

Lors de la visite du 06/10/2025, l'inspection des installations classées a pu vérifier l'étiquetage des réceptacles à déchets dangereux. La plupart étaient visibles et contenant les mentions de danger appropriées. D'autres n'étaient pas visibles car, aux dires de l'exploitant, l'affichage se situe sur le côté entre deux réceptacles.

L'exploitant devra faire en sorte que l'étiquetage soit visible.

Aucun déversement de déchet dangereux n'est autorisé, seul le personnel désigné par l'exploitant le fait directement dans la zone de stockage dédiée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra faire en sorte que l'étiquetage des contenants de la zone de déchets dangereux soit visible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Local de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Local de stockage
Prescription contrôlée : <p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un autre rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p>Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.</p>
Constats : <p>Le local destiné à accueillir les déchets dangereux comporte des étagères sur lesquelles se situent des contenants tous sur rétention.</p> <p>L'entrée du local comporte un affichage en rapport avec les dangers encourus ainsi que les EPI à prévoir.</p> <p>Un panneau indiquant l'accès interdit au public ainsi qu'un panneau d'interdiction de fumer sont présents au niveau du local de stockage.</p> <p>Un plan du local de stockage est affiché au niveau du local. L'exploitant devra prévoir un plan pouvant être mis à disposition des services d'incendie et de secours.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un plan du local de stockage est affiché au niveau du local. L'exploitant devra prévoir un plan

pouvant être mis à disposition des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Stockages des huiles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages des huiles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.</p> <p>Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les huiles sont stockées dans un contenant sur rétention et sous abri. Le remplissage se fait uniquement par le personnel qui veille sur le taux de remplissage. Les voitures ne sont pas admises à proximité du local. Les particuliers déposent les bidons et ne transvasent pas l'huile directement dans un container.</p> <p>Un bac de sable absorbant se situe au niveau du local de stockage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Amiante

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Amiante
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés aux matériaux inertes. Cette zone est clairement signalée. Les éléments reçus en vrac sont déposés, emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant met à disposition des usagers ou de son personnel les moyens d'ensachage des déchets.</p>
Constats :

Pas de déchets d'amiante sur le site pour l'instant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accidents - Incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/1995, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Incendie du 20 septembre 2025

Prescription contrôlée :

Par application de l'article 38 du Décret du 21 septembre 1977 modifié, l'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des Installations Classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la Loi N° 76-663 du 19 juillet 1976. Ces événements seront consignés dans le registre de l'exploitation.

L'exploitant indiquera et consignera dans les mêmes conditions, les dispositions prises à titre conservatoire telles que notamment les mesures ou travaux immédiats nécessaires pour faire cesser les dangers ou . inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1^{er} de la Loi du 19 juillet 1976.

Dans les plus brefs délais l'exploitant remettra à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport précisant les causes et les circonstances de l'incident ainsi que les mesures prises pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

Constats :

Lors de la visite, l'inspecteur des installations classées a pris par sondage un des classeurs de l'exploitant intitulé « registre des incidents et accidents ».

Il y est noté qu'un incendie s'est déclaré le 20/09/2025 dans la benne DIB. Il est indiqué que 2 extincteurs ont été utilisés et que l'intervention des services de lutte contre l'incendie a été nécessaire.

L'exploitant n'a pas prévenu l'inspection des installations classées.

Il lui est donc demandé de faire parvenir un rapport d'incident reprenant tous les éléments prévus à l'article R512-69 du code de l'environnement :

« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des

éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir un rapport d'incident à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours